

APPEL À COMMUNICATIONS | COLLOQUE INTERNATIONAL

**VISIBILISATION, LUTTES ET REPRÉSENTATIONS DU
FÉMINICIDE : PERSPECTIVES TRANSNATIONALES**

Organisé par le Gresec (Groupe de recherche sur les enjeux de la communication de l'Université Grenoble Alpes) **et par la Chaire Unesco en communication internationale**

Dates : le 19 et le 20 mai 2027

Lieu : ICM - Institut de la communication et des médias, 11 Av. du 8 Mai 1945, 38130 Échirolles (France)

Dans le cadre du projet REAMéF - *Réseau de recherche Europe-Amériques autour des Médiatisations du Féminicide*, ce colloque international propose d'accueillir des chercheuses et chercheurs en Sciences de l'information et de la communication et, plus largement, en Sciences humaines et sociales, s'intéressant aux problématiques du féminicide dans des contextes régionaux, transrégionaux, nationaux ou transnationaux. Ces problématiques peuvent émerger et être questionnées au sein de différents champs sociaux (santé, politique, éducation, art, communication et médias, etc.).

En particulier, sont attendues des propositions qui interrogent les processus de médiatisation du féminicide, son émergence et son évolution comme problème public. Les travaux faisant part d'obstacles, ou de processus d'étouffement ou de dévoiement du féminicide seront appréciés, ainsi que des analyses sur les négociations autour de la notion de féminicide elle-même : du suicide forcé au féminicide trans, en passant par les formes de pouvoir coercitif et les enjeux de santé mentale qui en redessinent les contours.

Longtemps laissé aux marges du débat public, le féminicide désigne pourtant une réalité mondiale, celle de femmes tuées à cause de leur genre. Dès les années 1970, la sociologue étasunienne Diana Russell met des mots sur cette violence spécifique, en la définissant comme un phénomène structurel, enraciné dans des dynamiques sociales, historiques et politiques. En 1976, lors du Tribunal international des crimes contre les femmes à Bruxelles, elle appelle déjà à une mobilisation collective pour reconnaître et combattre ces meurtres (Giacinti, 2025). Depuis, le terme "féminicide" a d'abord été adopté par des mouvements militants féministes, puis conceptualisé par des chercheuses outre-Atlantique avant d'émerger dans l'espace public des pays européens, d'abord par l'Espagne, à partir des années 2000 (Radford et Russell, 1992 ; Carcedo et Sagot, 2000 ; Segato, 2021 ; Lapalus et Mora, 2020 ; Lacombe, 2022).

Loin d'être un phénomène isolé, le féminicide s'inscrit dans un *continuum* des violences (Kelly, 1987), qui englobe « [...] un large éventail d'abus verbaux et physiques, tels que le viol, la torture, l'esclavage sexuel (notamment par la prostitution), les abus sexuels sur mineurs, qu'ils soient incestueux ou commis par des personnes extérieures à la famille, les violences physiques et psychologiques, le harcèlement sexuel (par téléphone, dans la rue, au bureau et en classe), les mutilations génitales (clitoridectomies, excision, infibulation), les opérations gynécologiques inutiles (hystérectomies gratuites), l'hétérosexualité forcée, la stérilisation forcée, la maternité forcée (par la criminalisation de la contraception et de l'avortement), la psychochirurgie, la

privation de nourriture pour les femmes dans certaines cultures, la chirurgie plastique, diverses mutilations au nom de l'embellissement, etc. » (Radford et Russell, 1992, p. 15, notre traduction) ou encore les suicides forcés (Buisson et Sapio, 2025, p. 11). Ces violences sont essentiellement, mais pas seulement, commises dans l'intimité du domicile conjugal ou familial, par des hommes connus des victimes et issus de toutes les catégories socio-professionnelles (Fougeyrollas-Schwebel *et al.*, 2003 ; Brown *et al.*, 2020).

Dans ce sens, le meurtre d'une femme parce qu'elle est une femme s'inscrit dans un système patriarcal : « associé au capitalisme et au (néo)colonialisme avec lesquels il fait corps, il trouve sa plus parfaite expression dans le crime de féminicide qui s'assure, par la spectacularisation dont il s'accompagne souvent de remettre les femmes à leur *juste place* : celle des corps exploitables, au mieux, sacrificiables au pire » (Taraud, 2022, p. 11). Il s'agirait ainsi d'un « crime de propriété » (Federici, 2021), manifestant le pouvoir des hommes sur les femmes.

Bien que la reconnaissance du féminicide comme "problème public" (Cefai, 1996 ; Neveu, 2015) s'inscrive pleinement dans le combat pour l'égalité de genre et gagne en visibilité à l'échelle internationale, portée à la fois par des mouvements militants, des organisations comme ONU Femmes ou Amnesty International, ainsi que par des politiques d'État, les retombées des actions menées demeurent inégales. Ces violences restent particulièrement sous-reconnues et insuffisamment prises en charge lorsqu'elles touchent des populations socialement marginalisées et invisibilisées, telles que les personnes âgées ou mineures, les femmes racisées ou autochtones, ou encore celles en situation de handicap.

En outre, la polarisation de l'espace public constatée comme un phénomène élargi dans les démocraties occidentales, ainsi que la présence des groupes politiques d'extrême droite dans les gouvernements, les parlements, les médias et sur les réseaux socio-numériques, mettent sous tension et brident, voire répriment, l'avancée des politiques de prévention et de lutte contre les violences menant au féminicide. Ces groupes développent de stratégies diverses, telles que la discréditation des militants et des lois visant à protéger les droits des femmes (Nascimento et Silva, 2025), ou l'adoption d'une démarche présentée comme "progressiste" (Kaciaf et Klaus, 2024), à l'instar du collectif d'extrême droite identitaire Némésis se réclamant "féministe" et présent en France, Suisse et Belgique. En même temps qu'ils se déploient, ces groupes contribuent à l'avancée des discours virilistes et masculinistes, phénomène perçu dans le paysage médiatique comme un contrecoup réactionnaire à la visibilité renouvelée des violences de genre (Studnicki, 2021 ; Morin et Mésangeau, 2022).

Dans ce contexte, les recherches en Sciences humaines et sociales autour du féminicide ont gagné de l'ampleur ces dernières décennies, en Histoire, en Sociologie, en Sciences politiques, en Philosophie, en Droit, en Sciences de l'information et de la communication, entre autres disciplines, dépassant les cercles des chercheuses ouvertement militantes et féministes. Ces travaux interrogent notamment l'inscription des violences de genre dans l'Histoire des sociétés occidentales, au prisme du patriarcat, du capitalisme et du colonialisme (Taraud, 2022 ; Bodiou et Chauvaud, 2022) et la construction du féminicide comme problème public (Delage, 2017 ; Giacinti, 2025) au gré de politiques publiques de sensibilisation, de prévention et de sanction liées aux violences de genre. D'autres travaux se concentrent davantage sur les processus de médiatisation autour du féminicide (Silva et Gustafson, 2026), en proposant l'analyse des cadrages médiatiques, des champs sémantiques et des sources d'information mobilisées (Sapio, 2022 ; Buisson et Sapio, 2025 ; Silva *et al.*, 2024), sur la circulation des discours dans les espaces numériques, ou encore sur l'implication et la déontologie journalistiques dans la couverture de ces violences (Sánchez-Ramos et Zurbano-Berenguer, 2025). Certaines de ces recherches se penchent également sur l'évolution de la notion de féminicide et leur conceptualisation à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale (Miranda-Pérez et Delgadillo-Campos, 2024 ; Casas Vila, 2022 ; Weil *et al.*, 2018), ou encore sur leur circulation transnationale impulsée également par des mouvements militants et féministes (Delage *et al.*, 2022).

Afin de poursuivre l'exploration des pistes de recherche développées par ces travaux, les propositions attendues peuvent s'inscrire dans l'un ou dans plusieurs des axes suivants :

Axe 1. Médiations et médiatisations des féminicides

Les travaux s'inscrivant dans cet axe proposent d'explorer les modalités de médiation et de médiatisation des féminicides. Ils peuvent s'intéresser :

- aux conditions de production, de réception et de circulation des discours dans des espaces sociaux et, en particulier, dans les paysages médiatiques (régionaux, nationaux, transnationaux) ;
- à l'évolution des champs sémantiques et discursifs employés par des équipes journalistiques (qualification des faits, choix lexicaux et narratifs), aux cadrages médiatiques réalisés (en lien avec les genres journalistiques et les sources d'information mobilisées) ;
- aux pratiques journalistiques à l'aune des enjeux de genre (rapport des journalistes avec les sources d'information, tensions et débats au sein des rédactions de presse, création de postes et dispositifs dédiés à une prise en compte des enjeux de genre dans les rédactions, etc.)

Axe 2. Emergence et évolution du féminicide comme problème public

Cet axe invite à analyser les processus par lesquels les féminicides sont constitués en problème public et inscrits dans l'agenda politique et l'action publique. Les contributions peuvent analyser :

- le rôle, la place et les stratégies info-communicationnelles des entrepreneurs.es de cause, en particulier des collectifs militants ou solidaires, des médias et des journalistes, ou encore des personnalités publiques dans la mise en visibilité des féminicides ;
- la production de savoirs situés et leur articulation avec les politiques publiques ; les *modus operandi*, les méthodes de regroupement et de mobilisation ; le rapport et le positionnement à l'égard des institutions, des victimes et des agresseurs pour lesquels ces savoirs sont employés ;
- les dispositifs publics et info-communicationnels pour combattre le féminicide (accompagnement des victimes ou des proches, dispositifs policiers ou judiciaires, sanction des agresseurs, etc.) ;
- les débats conduisant aux évolutions législatives et juridiques (reconnaissance pénale, qualification des faits, dispositifs de protection), et des instances politiques traitant de ces questions, entre autres.

Axe 3. Attaques, dévoiements et obstacles aux luttes contre le féminicide

Les travaux s'inscrivant dans cet axe peuvent interroger les formes de conservatisme, d'opposition ou de reconfiguration auxquelles se heurtent les mobilisations portant sur la reconnaissance des féminicides dans différents espaces sociaux, politiques et médiatiques. Ils peuvent s'intéresser :

- aux stratégies discursives, institutionnelles ou médiatiques visant à invisibiliser ou relativiser les violences de genre et à disqualifier celles et ceux qui les combattent ainsi qu'aux processus de dépolitisation ou de banalisation de ces violences dans l'espace public ;
- aux formes de récupération, d'appropriation ou de dévoiement des revendications féministes par des acteurs politiques, médiatiques, institutionnels ou économiques (par

exemple au service d'un agenda nationaliste voire xénophobe), et aux tensions que ces appropriations peuvent générer dans la mise à l'agenda public du féminicide ;

- aux obstacles structurels, symboliques ou organisationnels rencontrés par les collectifs, associations, proches de victimes ou militant.es dans leurs actions de sensibilisation, de dénonciation ou de *plaidoyer*, qu'il s'agisse de contraintes institutionnelles, de controverses publiques, de violences en ligne, de *backlash* antiféministe, d'initiatives masculinistes ou de résistances culturelles face à la reconnaissance du féminicide comme problème public.

Axe 4. Féminismes en tension : débordements, extensions et négociations autour de la notion de féminicide

Cet axe propose d'accueillir des travaux s'intéressant aux déplacements, élargissements et tensions qui traversent aujourd'hui la notion de féminicide, tant dans les espaces militants qu'académiques, médiatiques ou institutionnels. Les propositions peuvent s'intéresser :

- aux débats conceptuels, mais aussi politiques, autour de l'extension de la notion à des formes de violences encore peu discutées, telles que le « suicide forcé », l'exercice d'un contrôle ou d'un pouvoir coercitif sur les victimes, les violences vicariantes comme celles exercées sur les enfants, les violences ayant des conséquences différées ou peu reconnues sur la santé physique ou mentale des femmes ou des proches, etc. ;
- aux expériences et aux mobilisations des groupes minorisés ou marginalisés dont les trajectoires viennent interroger les limites actuelles de la notion (personnes en situation de handicap, femmes migrantes ou exilées, femmes racialisées, autochtones ou appartenant à des minorités de genre, comme les femmes trans, etc.), en mettant en lumière les rapports de pouvoir, les vulnérabilités différenciées et les « angles morts » persistants dans les luttes contre les féminicides;
- aux processus d'emprunt, de traduction ou de réappropriation de la notion dans différents espaces militants, académiques, institutionnels en interrogeant la circulation transnationale des savoirs féministes et leurs adaptations à des contextes locaux, entre autres.

Modalités de soumission et calendrier

Seront acceptées des propositions de communication en français, anglais, espagnol et portugais.

Les propositions doivent contenir les éléments suivants :

- L'identité des auteur.ices et leur appartenance institutionnelle (en précisant les disciplines dans lesquelles les auteur.ices s'inscrivent), ainsi que leurs coordonnées institutionnelles
- Le titre de la communication
- Un résumé (500 mots maximum, hors bibliographie) décrivant le sujet de recherche, le cadre théorique utilisé, les méthodes employées et les principales conclusions ou suggestions pour de futures recherches
- Une liste de références bibliographiques
- L'axe prioritaire dans lequel s'inscrit la proposition

Les propositions doivent être envoyées à : lorraine.petters@univ-grenoble-alpes.fr, chloe.salles@univ-grenoble-alpes.fr et emmanuel.marty@univ-grenoble-alpes.fr, au plus tard le **lundi 20 juillet 2026.**

Les auteurs.trices des propositions retenues seront informé.es au cours du mois d'octobre 2026.

Lors du colloque, les diaporamas des présentations devront être bilingues, rédigés dans la langue originale et traduits en anglais.

Comité d'organisation

Terezinha da Silva, Universidade federal de Santa Catarina - Brésil

Paula de Souza Paes, Universidade federal da Paraíba - Brésil

Emmanuel Marty, Université Grenoble Alpes - France

Isabelle Pailliar, Université Grenoble Alpes - France

Lorraine Petters, Université Grenoble Alpes - France

Chloë Salles, Université Grenoble Alpes - France

Comité scientifique

Carole Boulebsol, Université du Québec en Outaouais (UQO) - Canada

Glòria Casas Vila, Université Toulouse Jean-Jaurès - France

Jaercio da Silva, Université Assas-Panthéon Paris II - France

Terezinha da Silva, Universidade Federal de Santa Catarina - Brésil

Paula de Souza Paes, Universidade Federal da Paraíba - Brésil

Aicha Tamboura Diawara, Université Joseph Ki-Zerbo - Burkina Faso

Abibata Drame, Université Félix Houphouët Boigny - Côte d'Ivoire

Margot Giacinti, CNRS - France

Marlène Jouan, Université Grenoble Alpes - France

Sonia Kerfa, Université Grenoble Alpes - France

Isabel Lofgrén, Södertörn University - Suède

Ndèye Fatou Kane, EHESS - France

Emmanuel Marty, Université Grenoble Alpes - France

Fabiola Miranda-Pérez, Universidad de Santiago de Chile - Chili

Colleen Murrell, Dublin City University - Irlande

Anne O'Brien, Maynooth University - Irlande

Isabelle Pailliar, Université Grenoble Alpes - France

Lorraine Petters, Université Grenoble Alpes - France

Denise Prado, Universidade Federal de Ouro Preto - Brésil

Carmen Rico de Sotelo, Université du Québec à Montréal - Canada

Malvina Rodriguez, University of Villa Maria - Argentine

Chloë Salles, Université Grenoble Alpes - France

Giuseppina Sapio, Université Paris 8 - France

Christelle Taraud, New York University Paris - France

Aki Tonami, Tsukuba University - Japon

Aimée Vega, Montiel Ciudad Universitaria - Mexique

Florian Vörös, Université de Lille - France

Belén Zurbano Berenguer, Université de Séville - Espagne

Références bibliographiques citées

- Bodiou, L., & Chauvaud, F. (Eds.). (2022). *Les archives du féminicide*. Hermann.
- Brown, E., Debauche, A., Hamel, C., & Mazuy, M. (Eds.). (2020). *Violences et rapports de genre. Enquête sur les violences de genre en France*. Institut national d'études démographiques Éditions.
- Buisson, C., & Sapio, G. (2025). Introduction. Médiatiser les «violences sexistes et sexuelles» : Enjeux épistémologiques et méthodologiques. *Cahiers du Genre*, 78(1), 9–46. <https://shs.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2025-1-page-9?lang=fr>.
- Carcedo, A., & Sagot, M. (2002). *Feminicidio en Costa Rica, 1990–1999*. Instituto Nacional de las Mujeres & Organización Panamericana de la Salud.
- Casas Vila, G. (2022). Violences de genre et féminicides en Espagne : Des catégories et des chiffres en débat. *Cahiers du Genre*, (73), 33–60.
- Cefaï, D. (1996). La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques. *Réseaux. Communication - Technologie - Société*, (75), 43-66.
- Delage, P. (2017). *Violences conjugales : Du combat féministe à la cause publique*. Presses de Sciences Po.
- Delage, P., Lacombe, D., Lieber, M., Jouanneau, S., & Mazuy, M. (2022). De la violence létale contre les femmes à la violence féminicide : Genèses et mobilisations. *Cahiers du Genre*, (73), 5–31.
- Federici, S. (2021). *Une guerre mondiale contre les femmes : Des chasses aux sorcières au féminicide* (É. Dobenesque, Trad.). La Fabrique.
- Fougeyrollas-Schwebel, D., & Jaspard, M. (2003). Compter les violences envers les femmes : Contexte institutionnel et théorique de l'enquête ENVEFF. *Cahiers du Genre*, (35), 45–70.
- Giacinti, M. (2025). *Le commun des mortelles : Faire face au féminicide*. Divergences.
- Kaciaf, N., & Klaus, E. (Eds.). (2024). *Médias : à droite toute ? La « droitisation » de l'espace médiatique à l'épreuve des sciences sociales (Politiques de communication, 22)*. Presses universitaires de Grenoble.
- Kelly, L. (2019). Le continuum de la violence sexuelle (M. Tillous, Trad.) [Œuvre originale publiée en 1987]. *Cahiers du Genre*, (66), 17–36.
- Lacombe, D. (2022). Conceptualiser et quantifier les féminicides sexuels systémiques au Mexique : Présentation du texte de Julia E. Monárrez Fragoso. *Cahiers du Genre*, (73).
- Lapalus, M., & Mora, M. R. (2020). Fémicide/féminicide : Les enjeux politiques d'une catégorie juridique et militante. *Travail, genre et sociétés*, (43), 155–160.
- Miranda-Pérez, F., & Delgadillo-Campos, J. (2024). « Y, la culpa no era mía. » L'État chilien et les centres de prise en charge des victimes de violences sexuelles : Vers la mise en œuvre d'une perspective féministe ? *Nouvelles Questions Féministes*, 43(2), 47–61.
- Morin, C. & Mésangeau, J. (2022). Les discours complotistes de l'antiféminisme en ligne. *Mots*. Les langages du politique, 130(3), 57-78. <https://doi.org/10.4000/mots.30542>.
- Nascimento, F. & Silva, T. (2025). Machosfera contra Maria da Penha: estratégias discursivas e repercussão do documentário produzido pela *Brasil Paralelo*. In: Primer Congreso Latinoamericano de Estudios Feministas del Sur, Montevideo, 18 a 21 de novembro de 2025.
- Neveu, E. (2015). *Sociologie politique des problèmes publics*. Armand Colin.
- Radford, J., & Russell, D. (1992). *Femicide: The politics of woman killing*. Twayne Publishers.

- Sánchez-Ramos, M., & Zurbano-Berenguer, B. (2025). Violencias sexuales contra las mujeres: aproximación deontológica para un periodismo de calidad. *Ámbitos. Revista Internacional De Comunicación*, (67), 197–221. <https://doi.org/10.12795/Ambitos.2025.i67.11>.
- Sapio, G. (2022). Féminicides en France : La chair des archives médiatiques. In L. Bodiou & F. Chauvaud (Eds.), *Les archives du féminicide* (pp. 109–128). Hermann.
- Segato, R. (2021). *L'écriture sur le corps des femmes assassinées de Ciudad Juárez : Territoire, souveraineté et crimes de second État* (Œuvre originale publiée en 2006). Payot & Rivages.
- Silva, T. & Gustafson, J. (Eds.). (parution prévue en octobre 2026). *Feminicídios na mídia: Tensões, críticas e políticas sobre violência de gênero*. Insular.
- Silva, T., Araujo, T., Pereira, E. & Koch Mannes, D.(2024). Vítimas em destaque: Fatores de visibilidade na cobertura jornalística de feminicídios. *Revista Observatório*, 10(1), 41–58. <https://doi.org/10.20873/uft.2447-4266.2024v10n1a41pt>
- Studnicki, M. (2025). *Droites nationalistes et homosexualités en France*. Sorbonne Université Presses.
- Taraud, C. (Ed.). (2022). *Féminicides. Une histoire mondiale*. La Découverte.
- Weil, S., Corradi, C., & Naudi, M. (Eds.). (2018). *Femicide across Europe: Theory, research and prevention*. Bristol University Press.